



AFRIQUE/BURUNDI - Après le massacre du 18 septembre, les Evêques invitent à ce que « ces moments d'épreuves ne soient pas une occasion d'une haine qui plonge le pays dans la spirale de la vengeance »

Bujumbura (Agence Fides) – Les Evêques du Burundi expriment « consternation et douleur » pour les victimes de l'embuscade intervenue dans un bar de Gatumba, au sein de la commune de Mutimbuzi de la province de Bujumbura, embuscade tendue par des inconnus dans la nuit du 18 septembre et qui a causé de nombreuses victimes. Dans un communiqué parvenu à l'Agence Fides, la Conférence épiscopale burundaise « supplie » en outre « l'autorité de l'Etat d'éviter la globalisation qui assimilerait les opposants aux ennemis et de veiller à ne pas tomber dans la logique de la violence qui ferait entrer le pays dans la spirale de la violence ». Les Evêques adressent également un appel « à tous les citoyens de garder leur unité pour que ces moments d'épreuves ne soient pas une occasion d'une haine qui plonge le pays dans la spirale de la vengeance ».

Un communiqué de la Commission nationale indépendante des Droits de l'homme (CNIDH), dont le Président est le Frère Emmanuel Ntakirutimana, religieux dominicain, reconstruit la dynamique de l'embuscade. Les assaillants ont attaqué le bar « Chez les amis » le 18 septembre aux alentours de 19h45 locales. Le groupe a tué « par armes blanches, par balles et grenades, des clients qui s'y trouvaient, certains ayant eu la vie sauve pour avoir eu le réflexe de se cacher dans les toilettes ». Selon les informations recueillies le 19 septembre par la CNIDH, 22 personnes sont mortes sur place dont un enfant et 15 autres dans les quatre hôpitaux où les blessés avaient été hospitalisés « Cette attaque – poursuit le document envoyé à Fides – survient au lendemain de plusieurs cas d'assassinats ciblés dans certaines localités du pays où des cadavres sont découverts et enterrés sans que, dans la plupart des cas, des enquêtes ne soient diligentées pour élucider les circonstances dans lesquelles les victimes ont été tuées, identifier les auteurs et les poursuivre en justice »

« La recrudescence de ces violences s'inscrit dans la résurgence des groupes armés qui occasionnent des crimes graves comme celui qui vient de se passer à Gatumba » avertit la CNIDH qui souligne par ailleurs que « la controverse sur les résultats des élections de mai 2010 a conduit à un climat sociopolitique qui n'est pas serein » Pour sortir de cette situation, la CNIDH demande au gouvernement de protéger la population et de présenter à la justice les auteurs de ces crimes ; aux forces politiques de promouvoir une culture de paix et de démocratie et de faire en sorte que leurs mouvements de jeunesse ne deviennent pas la proie de ceux qui ne respectent pas la dignité de la personne ; aux media et à la société civile d'informer l'opinion publique dans le respect de la déontologie professionnelle, d'intensifier les efforts éducatifs tendant à la paix et au respect des droits de l'homme et enfin à la communauté internationale de continuer à soutenir le Burundi dans ses efforts de paix et de développement économique. (L.M.) (Agence Fides 21/09/2011)